

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2032. – **Ouvriers**

**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Isère)**

(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)*

ACCORD DU 11 JANVIER 2010

**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS DE NUIT
ET DE PETITS DÉPLACEMENTS**

NOR : ASET1050420M

IDCC : 2032

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère,

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFTD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 10,90 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998

L'indemnité de repas est portée à 9,10 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,93 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,82 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,51 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,03 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,50 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 15,76 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,57 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,66 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,21 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,96 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,71 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,37 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 11 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)